

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =  
Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 61 (2011)

**Heft:** 2

**Buchbesprechung:** Grandeurs et misères de la presse politique. Le match Gazette de  
Lausanne - Journal de Genève [Alain Clavien]

**Autor:** Jeanneret, Pierre

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 28.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

développer» (p. 83), l'idée que la mainmise des autorités communales sur les léproseries témoigne «du caractère social, plus que religieux, des problèmes posés par la pauvreté et la maladie à la fin du Moyen Age» (p. 75) est probablement à nuancer. Une volonté, de la part des autorités municipales, de contrôler de plus près les institutions ecclésiastiques et la vie religieuse de la ville, s'observe dans plusieurs domaines, qu'il s'agisse de la gestion des couvents mendiants ou du contrôle des prédicateurs, pour ne citer que deux exemples. Il nous semble donc que, dans ce cadre, le caractère religieux des maladières constitue un aspect à ne pas sous-estimer.

Le dernier chapitre, consacré aux revenus des maladières et à leur patrimoine foncier, permet de montrer, une fois de plus, que ces institutions ne sont nullement aux marges de la société. Bien au contraire. Par le biais de la vente de rentes, plusieurs établissements prêtent des sommes qui sont parfois loin d'être négligeables. L'auteure montre ainsi comment les léproseries jouent un rôle actif dans la mise en place d'un très complexe réseau de crédit rural et urbain. L'ouvrage est complété par un répertoire des maladières de l'ancien diocèse, faisant état des sources disponibles pour chaque établissement.

Catherine Hermann ne tombe pas dans le piège d'une histoire statique et se montre attentive aux évolutions. Cependant les changements importants qui affectent les léproseries au cours de la deuxième moitié du XV<sup>e</sup> siècle sont parfois un peu trop rapidement esquissés et mériteraient des explications plus détaillées. Une attention plus poussée envers les différences entre le monde des petites bourgades savoyardes et une réalité urbaine complexe comme celle de Genève aurait aussi été souhaitable. A vrai dire, la relative pauvreté des sources ne rend pas la tâche vraiment aisée.

L'ouvrage de Catherine Hermann est donc une très belle synthèse. Le choix de présenter une partie des résultats de sa thèse sous une forme allégée, fait de *Léproseries et maladières* un ouvrage accessible et à la lecture très agréable. Nous ne pouvons que souhaiter que l'auteur publie bientôt l'ensemble de sa thèse, fournissant ainsi une vision plus fine et nuancée des institutions charitables dans l'ancien diocèse de Genève.

*Mathieu Caesar, Université de Genève*

**Alain Clavien: Grandeurs et misères de la presse politique. Le match Gazette de Lausanne – Journal de Genève.** Lausanne, Antipodes, 2010, 325 p.

Dans son récent ouvrage consacré aux *Partis politiques acteurs de l'histoire suisse* (Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2010, coll. Le Savoir Suisse), Olivier Meuwly affirme que l'une des difficultés rencontrées est l'absence d'étude systématique et exhaustive de la presse, et particulièrement de la presse partisane. En racontant et en analysant d'un coup les deux grands organes romands liés au Parti libéral-conservateur, Alain Clavien devrait combler en partie cette lacune. Mais peut-on, à propos de la *Gazette de Lausanne* et du *Journal de Genève*, parler de presse de parti? L'un des fils conducteurs du livre a été de montrer la plus ou moins grande proximité, selon les époques, des deux quotidiens avec le Parti libéral et ses préoccupations de politique locale, notamment électorales. Adoptant une démarche chronologique (la seule possible en la matière), A. Clavien met aussi en évidence la relation concurrentielle – et cela malgré leur proximité idéologique – entre les deux organes de presse. Ainsi, les sous-titres qu'il a choisis font plaisamment allusion à une compétition d'athlétisme au cours de laquelle l'un ou l'autre, alternativement, prendrait la tête.

Mettons en valeur quelques autres lignes de force de ce travail. Et d'abord l'importance du lectorat étranger, en l'occurrence français, qui seul pouvait faire sortir les deux journaux de leur provincialisme... et contribuer à assurer leur bonne santé financière. Deux pics bien sûr: les périodes des deux guerres mondiales. Après avoir accueilli dans ses colonnes Romain Rolland et son fameux «Au-dessus de la mêlée» qui fustigeait les haines nationalistes, le *Journal de Genève* préféra complaire à ses lecteurs français en publiant des articles n'ayant rien à envier à la propagande et au «bourrage de crâne» qui sévissaient dans la presse chez nos voisins. La *Gazette de Lausanne* ne fut pas en reste. Il en alla de même, avec cependant plus de retenue, pendant la Seconde Guerre mondiale et l'Occupation. Pour franchir les barrières de la censure vichyste, mais sans doute aussi par sympathie idéologique, tant le *Journal* que la *Gazette* tinrent un discours clairement pétainiste. A. Clavien détruit au passage le mythe, fabriqué après la guerre, d'un René Payot «grand résistant». Il est vrai cependant que la seule publication d'informations objectives sur la situation militaire, car provenant tant des Alliés que de l'Axe, permettait alors aux Français de mettre en question les bobards de la presse collaborationniste. Le succès en termes de tirage est éloquent: de 1939 à 1941, la *Gazette* passa de 15 000 à 38 000 exemplaires, le *Journal* de 13 000 à 50 000.

Ne se bornant pas, comme l'ont fait trop longtemps les analystes de la presse, au seul contenu rédactionnel, l'auteur se penche sur la gestion financière des deux quotidiens, qui furent à plusieurs reprises au bord de la faillite. Les sommes énormes imprudemment investies par les administrateurs de la *Gazette* dans un projet d'imprimerie mégalomane contribuèrent à l'absorption du quotidien lausannois par son cousin et concurrent genevois, avant que le *Journal* ne se fonde avec *Le Nouveau Quotidien* – un nouveau concurrent lancé par Edipresse – dans l'actuel journal *Le Temps*. On notera au passage que cette relation étroite d'un journal avec une imprimerie censée combler ses pertes financières par des «travaux de ville» concerne aussi la presse d'extrême gauche: ainsi de la *Voix Ouvrière* avec la Coopérative d'Imprimerie du Pré-Jérôme jusqu'à sa chute. Une autre question financière a divisé les actionnaires: le capital investi dans un journal d'opinion doit-il rapporter un dividende, ou bien faut-il considérer ce dernier comme un investissement idéologique et politique à long terme? A. Clavien s'interroge aussi sur les rapports entre cette presse officieuse du Parti libéral avec la presse dite «d'information», prétendument neutre politiquement, à l'instar de la *Feuille d'Avis de Lausanne* devenue *24 Heures* ou de la *Tribune de Genève*, dont la concurrence a exercé une pression de plus en plus forte sur la presse d'opinion, amenant la quasi disparition de celle-ci.

Les hommes, et tout particulièrement la personnalité des rédacteurs en chef, ne sont point absents de cette étude. Certains furent médiocres. Avec d'autres, on sent A. Clavien en empathie: le «colonel» Edouard Secretan qui imprima sa marque à la *Gazette* et suscita des innovations; William Martin qui fit du *Journal* l'organe officieux de la Société des Nations; et surtout Pierre Béguin, libéral authentique au plein sens du terme qui, succédant à une rédaction très maurassienne, sut engager une équipe remarquable de jeunes journalistes dont François Gross, Jean Dumur, Christian Sulser, Charles-Henri Favrod qui apporta sur la guerre d'Algérie un regard neuf dans la presse romande... mais il est impossible de les citer tous ici. La *Gazette* brilla de tout son éclat, auquel s'ajoutait le prestige de la *Gazette Littéraire* du samedi, ouverte grâce à Franck Jotterand aux nouvelles tendances de la littérature, des arts, de la culture. Dans les années 1950–1960, la *Gazette de Lau-*

*sanne* vit donc une rare conjonction de talents, sous la férule à la fois paternaliste et autoritaire d'un «patron» quasi vénéré. Comme pour se libérer de cette fascination et donner des gages de son regard resté critique, A. Clavien parle de «mythe Béguin», expression à nos yeux discutable.

L'intérêt majeur de ce livre est donc dans la perspective globale qu'a choisie l'auteur. Il ne laisse de côté ni les mutations technologiques de l'imprimerie (comme l'introduction de la linotype), ni l'évolution de la presse française depuis la loi de 1881 qui lui donna sa pleine liberté, ni les rapports avec les agences de publicité, ni le statut salarial des journalistes, ni les tentatives de «putsch» de la part de groupes qui ne se reconnaissaient plus dans la ligne rédactionnelle du journal. Notons enfin que cet ouvrage, académique au départ, bénéficie d'une plume alerte, avec ici et là une pointe d'humour ou d'ironie bienvenue. Il nous apprend beaucoup. Au-delà d'un lectorat universitaire forcément restreint, il est de nature à intéresser un plus large public, notamment celui pour lequel tant la *Gazette de Lausanne* que le *Journal de Genève* furent une nourriture intellectuelle indispensable, avant de connaître successivement une triste fin, qui augure mal de l'avenir de la presse d'opinion en Suisse.

*Pierre Jeanneret, Grandvaux*

**Wulff Bickenbach: *Gerechtigkeit für Paul Grüninger. Verurteilung und Rehabilitierung eines Schweizer Fluchthelfers (1938–1998)*. Köln/Weimar/Wien, Böhlau Verlag, 2009.**

Während Paul Grüninger (1891–1972) in aller Welt für seinen Einsatz als Fluchthelfer zu Zeiten der NS-Herrschaft in Europa geehrt wird, erhält er in seiner schweizerischen Heimat «mit nur viel Knirschen und zähem Widersetzen» (Jacques Picard) entsprechende Anerkennung und Würdigung. Wie schwer es sowohl Bundesrat als auch Kantonsregierung oder der Stadtleitung in St. Gallen bis in die jüngste Vergangenheit fiel, das «menschliche» Verhalten ihres früheren Polizeihauptmannes angemessen zu würdigen, kann detailliert in der 2008 an der Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf angenommenen Dissertation von Wulff Bickenbach entnommen werden. Zu nennen sind dabei u.a. Widerstände hinsichtlich einer Platzbenennung in St. Gallen, Querelen um die Umbenennung eines Fussballstadions zu Ehren Grüningers oder die mangelnde Berücksichtigung seines Falls in Schulgeschichtsbüchern.

Nach dem Anschluss Österreichs an das nationalsozialistische Deutschland bot die Grenzregion des benachbarten Kantons St. Gallen ein wichtiges Tor für eine Flucht vor der nationalsozialistischen Verfolgung. In den Jahren 1938 und 1939 verhalf Paul Grüninger als Polizeikommandant mehreren hundert Menschen zur Einreise in die Schweiz, und rettete damit die überwiegend jüdischen Flüchtlinge vor der Deportation und dem Tod. Als Leiter der Kantonspolizei nutzte er die Handlungs- und Entscheidungsspielräume, die sich aus konkurrierenden Kompetenzen und Zuständigkeiten ergaben, bis er 1939 wegen seiner Fluchthilfe aus dem Polizeidienst entlassen und dann ein Jahr später gerichtlich verurteilt wurde. Bickenbach weist in seiner Untersuchung einmal mehr darauf hin, wie lästig die jüdischen Flüchtlinge der Schweiz waren, «man wollte sie weder aufnehmen noch die wenigen legal ins Land gekommenen Flüchtlinge lange behalten» (S. 296). Zwar protestierte die Eidgenossenschaft auf diplomatischem Wege gegen die Vertreibung und Abschiebung der Juden aus Österreich, andererseits wurde alles vermieden, die deutsche Judenpolitik grundsätzlich zu kritisieren oder das NS-Regime herauszufordern. Dabei war in St. Gallen bereits 1938 (und nicht erst seit